

Un passage en force de Nkurunziza s'accompagnerait d'une véritable rébellion

Sputnik France, 08.07.2015 La crise au Burundi : vers une guerre civile ? Alors que l'annonce de la présidentielle programmée le 15 juillet se rapproche, les tensions se font de plus en plus vives au Burundi. Dernier épisode en date : les résultats des législatives controversées dans le pays, boycottées par la plupart des partis d'opposition et par les organisations de la société civile.

Sans surprise, le Congrès national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CDD-FDD), au pouvoir, a remporté haut la main les élections du 29 juin avec 77 des 100 sièges à l'Assemblée nationale. La coalition d'opposition des Indépendants de l'espoir menée par Agathon Rwasa et Charles Nditije, a obtenu 21 sièges. Les résultats ont été dévoilés dans un contexte de plus en plus instable. Depuis plusieurs semaines, Bujumbura, la capitale du Burundi, ainsi que d'autres villes du pays sont le théâtre d'épisodes de violences meurtrières. La crise a éclaté fin avril, lorsque Pierre Nkurunziza a décidé de se présenter pour le troisième mandat présidentiel. Une coalition de partis d'opposition et d'organisations de la société civile a lancé les premières manifestations, mettant en avant des contradictions dans la Constitution qui ne prévoit que deux mandats. Journaliste et l'auteur d'un reportage sur le Burundi, Charles Emtaz, raconte l'actualité du pays et donne son avis sur la crise politique burundaise. L'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat a plongé le pays dans une grave crise. « Elle a suscité l'opposition qui a engagé un bras de fer, d'abord, pacifique, avec des manifestations qui ont été réprimées très durement par le pouvoir via la police qui a tiré des balles réelles sur les manifestants. Plus de 70 personnes ont péri depuis le début des manifestations », et le bilan ne cesse pas de s'aggraver, constate notre expert. Et de dénoncer les milices burundaise, les Imbonerakure, qui terrorisent tous les opposants et qui ont amené aux chiffres de 150.000 réfugiés à « politiques ». Le facteur ethnique n'est pas à exclure dans cette crise. Si on remonte un peu dans l'histoire, le Burundi a connu, un an avant le Rwanda, une guerre civile qui a mené au génocide ethnique, entre 1993 et 2005. « Le président, Pierre Nkurunziza est d'origine Hutu, l'actuelle majorité du Burundi (85% de la population). A l'époque, il combattait l'armée tutsie qui tenait le Burundi d'une main de fer, raconte Charles Emtaz. Cette guerre civile qui s'est terminée il y a dix ans, est toujours présente dans tous les esprits. » Aujourd'hui, l'opposition au président Pierre Nkurunziza est composée aussi bien de Tutsis que de Hutus. Qui plus est, le principal opposant au président Pierre Nkurunziza, Agathon Rwasa, est un Hutu, comme le président du pays. En d'autres termes, ce n'est pas l'opposition qui instrumentalise les tensions ethniques, mais le camp présidentiel. « Il souligne, notamment, que, « parmi les généraux qui avaient tenté d'organiser un putsch, étaient majoritairement des Tutsis. Tandis qu'en réalité, il y avait également des Hutus, » confirme le journaliste. Charles Emtaz n'épargne pas la communauté internationale. Selon lui, les initiatives proposées par la Communauté est-africaine (EAC) « ne sont pas à la hauteur des problèmes que rencontre le Burundi » et, de ce fait, servent de rideau de fumée pour dissimuler la véritable sortie de la crise. Primo, le report de 15 jours des élections présidentielles fait le jeu de Pierre Nkurunziza parce que sa candidature, pierre d'achoppement dans le pays, n'est pas remise en question. Secundo, le nouveau médiateur, le leader ougandais Yoweri Museveni, est lui-même un « dictateur ». Président depuis 1986, il a changé la Constitution pour pouvoir se présenter à de nouveaux mandats. L'avenir du Burundi semble terne aux yeux de Charles Emtaz. « L'espoir est un titre d'un roman de Malraux: une guerre civile qui se termine mal pour ceux qui ont tenté de faire respecter la démocratie. Le peuple burundais se bat pour que la démocratie puisse exister un jour dans leur pays. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : on est avec un parti présidentiel omniprésent, omnipotent, qui combat avec par les armes, par les assassinats, par les menaces contre toute forme d'opposition. Ce qui va se passer dépend de la communauté internationale. Si elle offre une réponse forte, si elle envoie des observateurs, des soldats et un vrai médiateur, on peut espérer une sortie de la crise, une fin du pouvoir de Pierre Nkurunziza. C'est, probablement, la seule solution pour avoir la paix au Burundi. Par ailleurs, il est probable que Pierre Nkurunziza passe par la force et s'accroche au pouvoir. Ce passage en force s'accompagnerait de la naissance d'une véritable rébellion qui poserait un véritable problème pour la sécurité du pays. Valérie Smakhtina